

Tribune libre du Collectif Re-MaA

Le Collectif Résistance Réunion Mayotte en Action (Re-MaA) prend la parole pour dénoncer fermement la pétition lancée par le collectif Stop Délinquance de Mayotte à La Réunion. Nous tenons à rectifier certaines assertions trompeuses avancées par ce dernier.

Tout d'abord, il est crucial de dissiper toute confusion : la délinquance constatée à Mayotte ne peut être imputée aux Mahorais, mais plutôt aux lacunes des politiques de droit du sol et d'immigration clandestine. Les élus de La Réunion, notamment ceux de gauche, se sont prononcés contre l'expulsion des immigrés clandestins lors de l'annonce de l'opération Wuambuchu et ont également défendu le maintien du droit du sol à Mayotte. En tant que citoyens français par le droit du sol, ces individus ont le droit de résider en France, y compris à La Réunion.

Nous rappelons à ceux qui pointent du doigt Mayotte et les Mahorais que l'île fait partie intégrante de la France. Leurs doléances révèlent une fois de plus le racisme et la discrimination dont nous sommes la cible depuis plusieurs décennies, et auxquels les élus ont souvent fermé les yeux. Si certains élus ou citoyens français s'opposent à l'expulsion des clandestins, à l'abolition du droit du sol, et à la lutte contre l'insécurité à Mayotte, c'est parce qu'ils sont prêts à les accueillir, et par conséquent, ils se doivent de ne pas les rejeter au nom de valeurs humanitaires et de dignité.

Nous avons souvent été confrontés à des réponses insensibles affirmant que les problèmes de Mayotte ne concernaient pas La Réunion, alors que nous multiplions les débats médiatiques pour interpeller vos élus. Aujourd'hui, alors que ces problèmes se répercutent à La Réunion, il est hypocrite de pointer du doigt Mayotte.

Alors que nous sommes accusés de xénophobie à Mayotte, certains Réunionnais prennent la parole pour dénoncer une prétendue montée de violence causée par Mayotte. Cette hypocrisie est manifeste et doit cesser immédiatement.

Il est grand temps que vous cessiez vos doubles discours et vous engagiez à réclamer la fermeture des frontières à Mayotte, notamment par le renforcement de la surveillance maritime, tout comme cela se pratique ici. Vos élus doivent également s'engager en faveur de Mayotte dans les débats à l'Assemblée pour lutter contre ce phénomène depuis Mayotte. Il est inconcevable de défendre des individus que l'on n'est pas prêt à accueillir, car tôt ou tard, comme nous l'avons toujours prévenu, La Réunion sera leur premier refuge pour ces criminels.

Nous envisageons également de prendre toutes les mesures judiciaires contre les propos dont nous avons été de nouveau la cible et nous invitons Mme la Procureure de la République à ouvrir une enquête contre ces individus. Nous appelons à la cohérence et à l'action responsable des autorités et des élus pour résoudre cette problématique complexe, sans tomber dans l'hypocrisie et le déni de réalité. La Réunion et Mayotte font partie d'une même nation, et il est de notre devoir de traiter ces questions avec lucidité et solidarité.

Le Collectif Re-MaA reste mobilisé pour défendre Mayotte dans le respect des valeurs de la République française.